



Témoignage de Georges Danton (président 1958-1959)

J'APPORTE UN TÉMOIGNAGE non une contribution historique. Je n'ai pas d'archives personnelles et je n'ai pas voulu me documenter, préférant vous livrer ce qui reste dans ma mémoire, et donc sujet à des imprécisions et à des erreurs.

Deux rappels :

– J'ai été élu au congrès de Marseille le 13 avril 1958 soit exactement un mois avant ce qu'il faut bien appeler le coup d'État du 13 mai, ce qui allait marquer profondément mon mandat en nous projetant dans les événements politiques conséquences de la guerre d'Algérie ;

– La réunification amorcée lors du congrès de Marseille, réalisée en décembre 1958 faisait de nous un mouvement de 110 000 membres cotisants pour 205 000 étudiants et nous conférait donc une représentativité indiscutable et une responsabilité particulière.

Pour rester dans le thème de cette table ronde j'aborderai dans l'ordre nos relations avec les syndicats, puis avec les associations et enfin le congrès de l'UIE.

Nos relations avec les syndicats

Les événements de mai 1958 allaient nous conduire à renforcer nos relations avec les syndicats au-delà des thèmes traditionnels de l'éducation et de la jeunesse pour aborder les libertés publiques et les institutions sous la pression de la guerre d'Algérie. Mais sans aborder directement le fond du problème algérien tant leurs opinions internes étaient divisées sur le sujet.

Premier président athée de la minorité, j'ai pu lever les doutes que pouvaient encore avoir les syndicats d'enseignants SNI et FEN sur la solidité de nos engagements dans tous les problèmes de société, et un climat de grande confiance, identique à celui que nous avons avec le SGEN de Paul Vignaux s'instaura.

Avec la CGT, malgré la pression des événements, les contacts furent plus rugueux, Benoît Frachon contestant même notre représentativité ce qui lui valut de ma part une réplique vive sur la sienne. Pour être admis sur un pied d'égalité il fallut batailler ferme. Avec FO nous n'avons jamais réussi à établir des relations confiantes. Avec la CFTC où Vignaux était minoritaire ce ne fut pas facile : à la vérité la notion de travailleur intellectuel n'avait pas encore fait son chemin.

Cependant nous avons réussi à nous faire admettre pour les appels communs à manifester tout au long du mois de mai, mais on sentait bien que le moral des troupes n'y était pas. Tout au long de mon mandat nous avons pu entretenir avec tous les syndicats des relations étroites sur les problèmes universitaires et de jeunesse. Nous avons acquis une crédibilité.

Nos relations avec les mouvements de jeunesse

Notre posture syndicale aurait pu être une gêne dans nos relations avec les mouvements de jeunesse ce ne fut pas le cas, bien au contraire, mais il faut dire que le gouvernement nous y a bien aidés.

Le projet d'un ministère de la jeunesse et la menace d'une tentative de main mise firent très peur et rapidement des contacts fructueux furent noués avec tous les mouvements laïcs et confessionnels grâce au travail de Bernard Archer.

La création du GERJEP, groupement d'études et de rencontre des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, une cinquantaine d'associations des Scouts aux étudiants communistes, allait constituer un rempart puissant contre toute tentative de main mise. Pour l'UNEF c'était la certitude de ne pas se trouver isolée.

Un exemple: lors de la mise en place du Haut Comité de la Jeunesse, dont l'UNEF avait accepté d'être membre après concertation au sein du GERJEP, il y eut un problème pour ma nomination, nous étions au moment de l'échange de lettres avec De Gaulle (« je ne saurais admettre que l'on parle de carence à propos de l'action de mon gouvernement »), Herzog m'appela en pleine nuit à la cité universitaire pour m'informer. Craignant que tout le dispositif soit bloqué, je lui ai proposé de me remplacer par Jean Gaget, l'important pour l'UNEF étant le fond des problèmes. Herzog m'en a toujours été reconnaissant.

La solidité des liens au sein du GERJEP empêcha toute manœuvre du pouvoir et a conduit à l'échec de la politique envisagée.

Le congrès de l'UIE à Pékin

Nous n'étions qu'observateurs à l'UIE, malgré les événements en France, nous avons décidé d'être présents avec une délégation comprenant avec moi, Jean Gaget et Gilbert Barbier. Nous avons limité notre participation à la durée du congrès refusant toutes les offres de prolongations festives.

L'UIE nous gâta dès le voyage aller en nous installant dans la cabine avant de l'avion à partir de Moscou avec la délégation de l'UGEMA. L'atmosphère un peu tendue se détendit au cours des nombreuses escales.

Au congrès, le moment chaud fut la discussion sur l'Algérie. Il y eut des interventions très violentes contre la France, celle de l'UGEMA fut mesurée. Nous avons bien préparé notre texte rappelant les positions des congrès successifs, faisant remarquer au passage que nous étions la seule délégation à ne pas avoir une position alignée sur celle de son gouvernement. L'accueil de la salle fut glacial, mais durant la suspension de séance qui suivit, de nombreuses délégations sont venues nous féliciter.

Le soir pendant le dîner officiel on est venu nous chercher pour aller dans un salon particulier rencontrer Chou En-Lai qui nous a dit toute son affection pour notre pays.

En conclusion

Je peux témoigner combien durant cette période difficile l'UNEF était respectée. Même dans nos relations avec le gouvernement tout ne fut pas noir: excellentes relations avec Pierre Sudreau qui séduit par nos positions sur le logement étudiant lança très vite une expérience à Lille, d'une cage d'escalier étudiante dans un ensemble HLM, un travail important avec le cabinet du ministre de l'Éducation nationale sur le budget 1959, des avancées importantes dans la cogestion des œuvres, du sport universitaire, de la commission Armée/Jeunesse.

Pas de contact avec les ministres de l'Éducation nationale, une incompréhension totale avec Malraux. Au congrès de Grenoble, Herzog est venu et a fait le discours officiel, bien pâle à côté de celui, brillant et affectueux, de l'Inspecteur général François représentant le ministre de l'Éducation Nationale.

Quant à nos relations avec les hommes politiques de gauche, après la décomposition de la IV^e République « circulez, il n'y a rien à voir », si ce n'est une analyse prospective brillante de Pierre Mendès France.

Notre « apolitisme » n'était pas en danger. ■